

## LA CAISSE D'ÉPARGNE «CAJA-CASTILLA-LA MANCHA»

# Première entité financière espagnole sauvée par le gouvernement

**A l'instar des autres pays occidentaux, notamment européens, l'Espagne est depuis des mois immergée dans une crise économique dont souffrent tous les secteurs, particulièrement celui financier.**

Afin d'endiguer les effets dévastateurs de cette crise, le gouvernement espagnol a décidé de mettre en place un train de mesures sur plusieurs fronts, en n'excluant pas la possibilité de mesures ponctuelles et urgentes, comme l'illustre bien sa dernière intervention volant au secours de Caja-Castilla-La Mancha.

Cette action a eu lieu avant que le gouverneur de la Banque d'Espagne avertisse de la nécessité de restructurer des entités financières de petite et moyenne dimension si la crise se prolongeait. En ce sens, il a prédit que leur nombre se réduira probablement à l'avenir, à cause de la diminution du volume d'affaires.

En effet, ces déclarations surviennent après que le gouvernement et la Banque d'Espagne aient décidé, le 29 mars dernier, d'intervenir pour éviter la faillite de la caisse d'épargne Caja Castilla-La Mancha

(CCM), une entité financière qui se trouve à la treizième place du ranking des caisses d'épargne espagnoles en matière de volume de dépôts bancaires, et qui jouit de la confiance de un million de clients.

Depuis le début de 2008, la CCM est confrontée à une détérioration constante de ses actifs financiers. Plus de 60% de ses crédits sont regroupés dans le secteur de la construction, de la promotion immobilière et des crédits hypothécaires. Pourtant, dès 2004, la Banque d'Espagne l'avait avertie du risque de mettre tous ses œufs dans le même panier. Peine perdue, car les mirifiques plus-values obtenues dans le secteur du «ladrillo» (qui peut se traduire par la «brique», signifiant la construction ou le bâtiment) avaient fait perdre de vue à ses dirigeants les risques latents.

Excès de confiance ou manque de vigilance de leur part au moment où se profilait à l'horizon le spectre de la crise financière et économique actuelle, ils ne réagissent pas quand, à partir de 2008, les difficultés de la Caisse s'aiguisent. La filtration de mauvaises nouvelles sur sa situation financière provoque un retrait continu des dépôts dont la somme globale se situera en deçà du capital minimum exigé par la Banque centrale d'Espagne à l'effet de maintenir la viabilité de toute entité financière.

Ce sombre panorama pousse la CCM à proposer une fusion avec Unicaja, une autre caisse d'épargne de la région d'Andalousie. Cette dernière n'est pas prête, cependant, à juguler les difficultés



Photo : DR

Pour endiguer la crise, Madrid renfloue une caisse d'épargne régionale.

financières de la CCM en argumentant que les conditions qu'elle avait posées pour cette opération n'étaient pas réunies.

Devant la réponse négative de Unicaja pour le projet de fusion avec la CCM, qui aurait permis à cette dernière de retrouver un second souffle, la Banque d'Espagne décide d'intervenir en coordination avec le gouvernement.

Le dimanche 29 mars, le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, convoque un Conseil des ministres extraordinaire afin d'approuver un décret qui permette à la Banque d'Espagne de mettre à la disposition de la CCM un fonds de garantie de 9 milliards d'euros pour répondre à ses besoins urgents de liquidités, ceci en attendant de trouver une solution définitive à sa situation.

Parallèlement à cette mesure, la Banque d'Espagne décide de destituer tout le conseil d'administration de la CCM,

et à sa tête son président, Pedro Hernández Molto, et de désigner trois inspecteurs de l'institution pour assainir la gestion de la Caisse.

Après cette opération de sauvetage d'une entité financière (la première du genre en Espagne depuis le début de la crise financière mondiale, il y a plus d'une année), le gouvernement a voulu lancer un message d'apaisement à tous les petits épargnants et aux créanciers de la CCM en insistant sur sa solvabilité et en affirmant qu'il n'y a aucune autre entité qui souffre de problèmes similaires.

L'avenir pourrait remettre en question cet aplomb de l'Exécutif puisque le gouverneur de la Banque d'Espagne pense exactement le contraire, en avançant que si la crise se prolonge, il faudrait prévoir de nouveaux sauvetages d'entités financières, même si le système financier espagnol reste solide dans l'ensemble.

**M'hamed El Mansouri**

## Ahmadinejad et Chavez inaugurent une banque irano-vénézuélienne

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et son homologue vénézuélien Hugo Chavez, en visite à Téhéran, ont inauguré hier une banque irano-vénézuélienne visant à financer le développement de projets communs, a annoncé la télévision publique iranienne.

L'établissement, basé à Téhéran, est doté d'un capital de départ de 200 millions de dollars apportés à part égale par chacun des pays, selon le site Internet de la chaîne.

«Le capital sera porté à 1,2 milliard de dollars, avec l'objectif de soutenir les projets économiques, industriels et miniers communs, et d'accélérer les projets actuels», précise le site.

La création de la banque avait été décidée en mars 2007 et annoncée en mai 2008.

La naissance de cet établissement illustre la coopération de plus en plus importante entre l'Iran et le Venezuela, deux pays dont les présidents partagent une rhétorique radicalement antiaméricaine.

«Les relations entre l'Iran et le Venezuela ont débouché sur un front révolutionnaire commun», a déclaré jeudi le président iranien lors d'une rencontre avec M. Chavez, arrivé la veille à Téhéran, selon l'agence publique Irna.

Le président vénézuélien a déclaré pour sa part hier que les deux pays devaient «renforcer encore leur coopération commerciale pour ne pas dépendre du commerce mondial, selon Irna.

M. Chavez est le premier soutien en Amérique latine de l'Iran et de son programme nucléaire controversé. Les puissances occidentales accusent Téhéran de chercher à se doter de l'arme nucléaire sous couvert de programme civil, ce que la République islamique dément.

**La Corée du Nord pourrait lancer dès aujourd'hui un présumé «satellite», a annoncé hier le président sud-coréen Lee Myung-Bak alors que les Etats-Unis et leurs alliés ont de nouveau exhorté Pyongyang à renoncer à un tel lancement et appelé à une réponse ferme.**

La Corée du Nord lancera sa fusée aujourd'hui si les conditions météorologiques sont favorables, a affirmé hier à des journalistes le président Lee, qui participait au G20 à Londres. «S'ils pensent que ça leur convient, alors ce sera demain» (samedi, ndlr), a-t-il déclaré.

La date probable de samedi avait déjà été avancée par le Premier ministre japonais Taro Aso.

L'agence météorologique sud-coréenne prévoit pour ce samedi-dimanche un ciel couvert mais ni pluie ni vent fort, au-dessus du site de lancement de Musudan-ri, ce qui autoriserait le décollage d'un lanceur.

La Corée du Nord a annoncé qu'elle allait mettre en orbite, entre samedi et mercredi, un «satellite de télécommunications» devant survoler le nord de l'archipel japonais.

Mais les Etats-Unis et leurs alliés asiatiques soupçonnent que ce lancement puisse masquer un tir expérimental de missile longue portée Taepodong-2, théoriquement capable de frapper l'Alaska.

Washington a lancé un appel de la dernière chance, le porte-parole du département d'Etat, Robert Wood, exhortant jeudi Pyongyang à «renoncer à lancer tout type de missile», ce qui serait «contreproductif et constituerait une provocation» et «accentuerait les tensions dans la région».

Pour le Premier ministre japonais, «un test de missile portera atteinte à

la paix et à la stabilité dans la région».

«Le lancement du missile constituera une violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et est de ce fait inacceptable», a ajouté M. Aso, présent au G20 de Londres.

Le Japon, comme les Etats-Unis et la Corée du Sud, ont promis une réponse «ferme». «Le Japon réclamera une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour discuter de cette question», a indiqué jeudi l'ambassadeur japonais à l'ONU, Yukio Takasu.

Le gouvernement japonais, qui a déployé des batteries de missiles antimissiles à Tokyo et dans les environs, a par ailleurs promis d'abattre tout engin qui menacerait son territoire.

Pyongyang a rétorqué qu'il assimilerait toute interception de sa fusée à un «acte de guerre» et que de nouvelles sanctions de l'ONU seraient perçues comme «un acte hostile» entraînant la rupture des négociations sur sa dénucléarisation.

Satellite ou essai de missile, il sera dif-

ficile de déterminer dans l'immédiat la nature de l'engin, les deux opérations reposant sur la même technologie.

Les voisins de Pyongyang craignent une réédition de l'été 1998 lorsque le régime avait en lieu et place d'un «satellite» lancé un missile longue portée Taepodong-1 qui avait survolé une partie du Japon avant de s'abîmer dans le Pacifique.

Le Nord avait provoqué une nouvelle crise internationale en tirant le 4 juillet 2006 – jour de la fête nationale américaine – sept missiles, dont un

Taepodong-2. Ce missile avait explosé après 40 secondes de vol.

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'en avait pas moins adopté à l'unanimité, le 15 juillet 2006, une résolution condamnant le Nord.

Puissance nucléaire depuis le 9 octobre 2006, la Corée du Nord est engagée depuis six ans dans de laborieuses négociations à six pays (deux Corées, Etats-Unis, Japon, Chine et Russie) en vue d'un démantèlement de ses installations atomiques en échange d'une aide économique et de garanties de sécurité. Les tractations achoppent depuis plusieurs mois sur les modalités de vérification du démantèlement.

Un tir réussi contribuerait aussi à renforcer le régime alors que le numéro un, Kim Jong-Il, aurait été victime d'une attaque cérébrale mi-août 2008.